



## « Le bac, c'est aussi un rite institutionnel et politique »

Annabelle Allouch, maîtresse de conférences en sociologie, constate que le choix du contrôle continu pour le bac 2020 anticipe les modalités de passation du nouveau bac. Annabelle Allouch est maîtresse de conférences en sociologie à l'université de Picardie Jules-Verne et auteure de *La Société du concours. L'empire des classements scolaires* (Seuil, 2017). Elle analyse l'impact de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 pour les lycéens de terminale qui ne passeront pas les traditionnelles épreuves du bac en juin.

Depuis que les lycées ont fermé, on entend dire que quelques mois de perdus, ce n'est pas bien grave à l'échelle d'une scolarité. Mais pour les terminales, c'est la fin d'un cycle qui se trouve amputée. Peut-on en mesurer l'impact ?

Il est encore tôt pour en mesurer les effets scolaires et sociaux sur les lycéens. Du jour au lendemain, ils ont été privés de la passation « classique » du baccalauréat, cet examen national vers lequel converge, chaque année, le regard de toute la société. Pour les bacheliers de 2020, pas d'épreuves finales. Pas de stress, pas d'attente des résultats, pas d'émotions collectives...

La crise sanitaire souligne à quel point le bac n'est pas qu'une épreuve pédagogique de jugement scolaire mais qu'il possède une dimension matérielle : ce sont des copies, des surveillants, des salles, des tables... Une expérience « physique » que partage toute une génération. Cette année, elle ne la partagera pas, ou autrement. C'est un vrai bouleversement.

On passe pourtant notre temps à dire que le bac, tout le monde l'a. Et pourtant, la mise en cause de sa passation est douloureuse. Comment l'expliquer ?

Le baccalauréat, ce n'est pas seulement un rite individuel où l'élève reçoit une série de notes. C'est aussi un rite institutionnel et politique. En passant les épreuves, le jeune n'est plus jugé uniquement par ses professeurs : il rencontre pour la première fois l'Etat, qui valide ses capacités et lui garantit une égalité de traitement par rapport à ses pairs.

Sous la III<sup>e</sup> République, le certificat d'études incarnait déjà ce rapport aux institutions ; avec ce diplôme national, l'Etat certifiait la valeur du citoyen. Cela n'a pas beaucoup changé. Et c'est de cette première rencontre avec l'institution politique que la promotion du « bac 2020 » se voit privée.

Des milliers de lycéens se voient privés d'adieux à leur classe et à leur lycée...

Certes. Mais on peut imaginer d'autres façons symboliques de clore un cycle. En France, les changements de niveaux passent presque toujours par une évaluation. Pourquoi ne pas s'emparer de l'expérience du confinement pour la transformer en rituel d'adieux ? Pourquoi ne pas imaginer des exposés, un récit de ce moment très particulier que les lycéens partageraient entre eux, lors d'un moment festif avec leurs enseignants en septembre ? En matière de rituels, tout peut être imaginé...

Vous insistez sur les rituels. La jeunesse en manque-t-elle ?

Je ne crois pas. La crise sanitaire a, au contraire, mis en relief la force des rituels quotidiens qui scandent la vie de l'élève sans qu'il en ait toujours conscience : se lever le matin, sortir de chez soi pour aller au lycée, passer les grilles de son établissement... Cela commence tôt : l'entrée en maternelle est déjà un rituel. L'école est un lieu où l'élève reçoit des connaissances mais aussi un lieu de socialisation, où il apprend à vivre avec les autres. D'en avoir été privé a joué comme un révélateur de ces moments.

Avant même la crise sanitaire, la session 2020 s'annonçait comme particulière. Il s'agit de la dernière avant la réforme totale du bac. Doit-on craindre une session 2020 dévaluée ?

On avance souvent l'exemple de la session 1968 du baccalauréat, celle qui a suivi le mouvement de Mai. Passée à l'oral seulement, elle a conservé l'image, erronée, d'un « bac au rabais ». Mais

avoir eu moins d'épreuves, avec un taux de réussite plus élevé, a permis à la génération de bacheliers de 1968 d'avoir une trajectoire professionnelle bien meilleure que les précédentes. Des économistes et des sociologues britanniques en ont fait la démonstration. De ce point de vue-là, il y a de l'espoir...

Le contrôle continu n'a cessé de faire débat depuis que la réforme du bac a été lancée. De quelle philosophie de l'enseignement s'inspire-t-il ?

Le contrôle continu est plus favorable aux marathoniens qui travaillent toute l'année qu'aux sprinters qui brillent le jour de l'épreuve. Cette philosophie de l'enseignement insiste sur les progrès, les efforts et la personnalité du candidat.

Le contrôle continu a en outre tendance à favoriser les filles, souvent élevées dans une logique de discipline et de sérieux, alors que les examens finaux favoriseraient plutôt les garçons, que l'on dit plus souvent élevés dans une logique de compétition. C'est ce que les chercheurs observent au Royaume-Uni.

Le fonctionnement de Parcoursup, qui favorise le contrôle continu et la série d'épreuves anticipées, va sans doute amplifier ces différences entre élèves et entre lycées.

Pensez-vous qu'un baccalauréat délivré au contrôle continu soit plus discriminant socialement ?

Les épreuves du baccalauréat n'ont jamais été égalitaires ; il s'agit déjà d'un examen socialement discriminant. Il n'empêche : tout ce que dénoncent depuis plusieurs mois les « anti »-réforme du baccalauréat rejaillit aujourd'hui. La crise du coronavirus a validé la réforme du bac et l'a déjà rendue effective. Les modalités de notation propres à chaque lycée vont prendre de l'importance et, pour les détracteurs du contrôle continu, vont l'emporter.

Les lycéens seront évalués sur la base du travail en cours d'année avec leurs professeurs ; or ce travail – et sa validation – diffère d'une équipe pédagogique à une autre et d'un établissement à l'autre. C'est ce qu'ont en tête les syndicats d'enseignants quand ils dénoncent un « bac maison ».

La question du maintien de l'épreuve orale de français, en 1 re , se pose encore. Pourquoi est-ce si difficile d'y renoncer ?

D'un point de vue sanitaire et logistique, un oral n'est pas moins compliqué à organiser qu'un écrit : il faut tout nettoyer entre deux candidats. Si nombre d'enseignants, si même certaines grandes écoles comme Polytechnique défendent aujourd'hui le maintien des oraux, c'est bien qu'ils tiennent à cette expérience du jugement scolaire in situ.

L'oral permet un échange direct entre l'élève et un représentant de l'institution. Il s'inscrit également dans la philosophie de la réforme à venir avec l'introduction d'un grand oral qui montre bien toute l'importance donnée à cette rencontre. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles il est presque plus difficile pour l'institution d'y renoncer cette année.

Retrouvez tous nos articles sur le coronavirus dans notre rubrique

[Sur l'épidémie](#)

[Sur le déconfinement et ses enjeux](#)

Mattea Battaglia